



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermeture du Centre des Finances Publiques de Tonneins : un nouveau coup porté au service public de proximité

La Direction générale des Finances publiques (DGFIP) a décidé de fermer définitivement le Centre des Finances Publiques de **Tonneins** à compter du **15 décembre 2026**.

Après le rachat du bâtiment par la commune, la DGFIP, en accord avec le préfet, a choisi de supprimer ce site, qui compte aujourd'hui quatre agents.

Pourtant, la Direction générale s'était engagée auprès des élus, des agents et des organisations syndicales à maintenir son réseau territorial jusqu'au 31 décembre 2026.

Le manque d'effectifs et les difficultés de recrutement sont aujourd'hui avancés pour justifier cette fermeture.

La fermeture du Centre des Finances Publiques de Tonneins s'inscrit ainsi dans la droite ligne des suppressions continues d'emplois dans notre département. À force de réduire les effectifs, les services sont fragilisés, leur fonctionnement devient plus difficile et l'administration finit par justifier leur disparition au détriment des usagers et des agents.

Pour tenter de faire accepter cette décision, la Direction met en avant les Maisons France Services et des permanences ponctuelles. Ces dispositifs ne remplaceront jamais un véritable service des Finances publiques, assuré par des agents qualifiés, capables de répondre quotidiennement aux besoins des particuliers, des professionnels, des collectivités et des partenaires.

Cette fermeture intervient alors même que la DGFIP prépare un nouveau plan de restructuration pour la période **2027-2030**, prévoyant la suppression de **330 services ou implantations** sur l'ensemble du territoire national. Une nouvelle démonstration d'une logique exclusivement budgétaire qui éloigne toujours davantage le service public des citoyens.

Une fois encore, cette décision est prise sans véritable dialogue social. Les agents du site n'ont même pas été officiellement informés de la fermeture de leur service avant sa communication. Quant aux usagers et aux élus locaux, ils devront se satisfaire d'une dégradation de l'offre de service et parcourir davantage de kilomètres pour accéder à un accueil spécialisé.

La CGT Finances Publiques de Lot-et-Garonne demandera à la Direction départementale si d'autres suppressions de services ou d'emplois sont d'ores et déjà programmées dans le département.

La CGT Finances Publiques 47 réaffirme son opposition à cette politique de démantèlement progressif des services publics.

Nous revendiquons :

- le maintien d'un véritable accueil de proximité, assuré par des agents des Finances publiques ;
- des effectifs à la hauteur des missions confiées à la DGFIP ;
- un réseau territorial garantissant l'égalité d'accès au service public pour tous les citoyens ;
- une politique ambitieuse de renforcement, et non de suppression, des services publics dans les territoires ruraux.

Le service public n'est pas une dépense à réduire. Il constitue un investissement indispensable pour garantir l'égalité entre les citoyens, accompagner les collectivités et assurer la cohésion de nos territoires.

La CGT Finances Publiques 47 appelle les élus, les usagers et l'ensemble des acteurs locaux à se mobiliser afin de défendre un service public de proximité, accessible, humain et de qualité.